
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada

Note d'information -

Loi uniforme sur la médiation commerciale internationale

Objet:

Mise en œuvre de la Loi uniforme sur la médiation commerciale [internationale].

Contexte:

En 1999, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a chargé le Groupe de travail sur l'arbitrage et la conciliation internationale de rédiger une loi type sur la conciliation commerciale internationale. La Commission a adopté, en juin 2002, la *Loi type sur la conciliation commerciale internationale*.

La Loi uniforme sur la médiation commerciale [internationale] est basée sur la Loi type de la CNUDCI.

La Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada a décidé en 2005 d'adopter la Loi uniforme sur la médiation commerciale [internationale] afin de fournir des règles uniformes en la matière. Les ressorts qui le désirent pourront appliquer la Loi type aux médiations commerciales domestiques et internationales.

Aperçu de la Loi uniforme:

La Loi type a été conçu afin de fournir des règles uniformes concernant la médiation commerciale. Le groupe de travail avait reconnu le besoin d'apporter certaines modifications à la Loi type afin de l'adapter au contexte canadien, mais il s'en est tout de même tenu, dans toute la mesure du possible, au texte de la CNUDCI.

Certains changements apportés au texte de la CNUDCI incluent :

- Conciliation : le terme « conciliation » a été modifié à « médiation » afin de l'adapter au vocabulaire canadien

- Champ d'application : se limite à la médiation « commerciale »; possible d'appliquer la Loi type à la médiation dans un contexte domestique et internationale
- Début et fin de la médiation : un article très court remplace ce qui est prévu par la Loi type de la CNUDCI
- Communication de renseignements et l'admissibilité des preuves dans d'autres procédures : une exception supplémentaire à la règle de non-divulgence afin de permettre à un médiateur de se défendre contre une accusation de faute professionnelle a été ajoutée
- Prescription : aucune règle n'est prévue car déjà couvert par la nouvelle *Loi uniforme sur la prescription des actions*
- Exécution forcée des accords : une disposition renforcées inclut. Le groupe de travail opté pour une solution simple qui prévoit simplement que l'accord peut être enregistré sur demande présentée à un tribunal avec avis aux parties

Recommandation:

Que les gouvernements provinciaux et territoriaux adoptent la Loi uniforme sur la médiation commerciale [internationale] le plus tôt que possible.

Contact:

Manon Dostie
Avocate - Section du droit privé international
Ministère de la Justice Canada
284 rue Wellington, pièce 5304
Ottawa, Ontario K1A 0H8

tél.: (613) 957-7882

télééc.: (613) 941-4088

courriel: manon.dostie@justice.gc.ca

Date: 7 septembre, 2005

Template – April, 2005